

# UNE RECHERCHE EN COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

**Présentation des programmes scientifiques du projet  
ENSEA-ORSTOM « Dynamique de peuplement à Sassandra »**

PATRICE VIMARD ET KOFFI N'GUESSAN

## INTRODUCTION

Dans ce premier article, nous présenterons la logique et le contenu des différentes actions de recherche entreprises dans le cadre du projet scientifique « Dynamique de peuplement à Sassandra » mené conjointement par l'ENSEA et l'Orstom. Cet article comprendra trois parties. La première situera le cadre général du projet : son orientation, les raisons du choix de la région de Sassandra, les objectifs scientifiques et de développement. Dans la deuxième partie, nous présenterons les différentes opérations de collecte des informations : enquêtes de terrain auprès de la population, analyse des enquêtes nationales, recueil d'informations d'archives. Enfin dans la troisième partie, nous synthétiserons brièvement les principaux résultats des analyses entreprises à partir des données recueillies, qui seront détaillées dans les textes suivants.

## LE CADRE GÉNÉRAL DU PROJET SCIENTIFIQUE

### **Orientation générale du projet**

Le monde rural ivoirien est situé à la fin des années 1980, lorsque commence le programme de recherche, dans un contexte de blocage. Ces blocages s'exercent à deux niveaux. Un premier niveau, qui est local, est caractérisé par les grandes difficultés du système traditionnel de production agricole à se reproduire pour les raisons principales suivantes : saturation foncière, faible prix d'achat des produits d'exportation ou des cultures vivrières, techniques culturelles peu développées. Cette situation est plus ou moins accusée selon les régions en fonction de la disponibilité en nouvelles terres qui permettent à certaines zones d'échapper momentanément à ces difficultés de fonctionnement du système agraire. Le second niveau, qui est national, est celui de la

crise économique renforcée par les conséquences de ce que l'on appelle les « plans d'ajustement structurel » (PAS), qui se traduisent par une baisse des budgets de fonctionnement et d'investissement de l'État et, en retour, un accroissement des dépenses de santé et de scolarisation incombant aux populations. Ces blocages internes et externes, qui conduisent à des ruptures économiques, se conjuguent avec une croissance démographique rapide qui est de moins en moins maîtrisée par les individus de par l'abandon relatif des moyens traditionnels de régulation familiale et le très faible accès aux moyens modernes de planification des naissances.

Cette situation déjà difficile s'est radicalement aggravée en 1989 de par une crise sans précédent. En effet, l'Afrique sub-saharienne a connu de nombreuses crises agricoles durant les dernières décennies, le plus souvent provoquées par la sécheresse qui conduisait, dans les pays du Sahel et dans les zones de savane les plus touchées, à des situations de famine. Mais depuis 1989, ce sont les régions forestières qui se sont trouvées atteintes par une crise de nature radicalement différente. Car cette crise a découlé directement de la surproduction nationale et internationale des produits d'exportation, produits qui avaient assuré la richesse nationale des pays côtiers depuis fort longtemps, et s'est concrétisée par une chute des cours du marché mondial, répercutée sur le prix d'achat au paysan.

La Côte-d'Ivoire a été particulièrement atteinte par ces phénomènes, dans la mesure où elle avait réussi sa politique d'exploitation généralisée de cultures pérennes d'exportation. L'intensité de la crise s'est donc trouvée à la mesure du « miracle ivoirien » d'hier. Les conséquences en ont été dramatiques pour le paysan ivoirien. Ainsi pour le producteur de cacao, à l'impossibilité d'écouler une grande partie de la traite 1988-1989, a répondu, pour les campagnes suivantes, une vente à des prix officiels diminués de moitié : 200 FCFA/kg, lorsqu'il n'était pas obligé de les brader à un prix encore plus bas (entre 50 et 150 FCFA/kg selon l'improbité des acheteurs). Ainsi avec des ressources monétaires nettement diminuées, à Sassandra comme dans l'ensemble de la Côte-d'Ivoire, c'est l'ensemble des conditions de vie des populations rurales qui s'est trouvé atteint, et plus particulièrement leurs capacités d'accès à des biens essentiels : alimentation, scolarisation des enfants, soin de la famille.

Aussi, pouvait-on faire l'hypothèse que ces blocages et ces bouleversements économiques, qui caractérisent la période durant laquelle le programme de recherche s'est développé, allaient conduire progressivement à de profondes transformations des mouvements démographiques et des systèmes de production agricole. Au plan démographique, on pouvait notamment s'attendre à différents types de changements et de risques : évolution conjoncturelle de la fécondité pouvant déboucher à terme sur de nouveaux modèles de reproduction démographique, réorientation des flux migratoires, risque d'ac-

croissement de certaines pathologies et de la mortalité, possibilité de déstructuration familiale... En ce qui concerne les systèmes de production, de nouvelles stratégies agricoles s'avéraient indispensables dès le début de la crise pour pallier la baisse des revenus des cultures d'exportation. Réorientations dont on pouvait déjà prévoir quelques formes possibles : abandon de plantations, diversification des cultures pérennes, accroissement de la production vivrière à des fins de commercialisation, repli sur la main-d'œuvre familiale... C'est l'ensemble de ces changements qu'il s'est agi de saisir le plus précisément possible dans le cadre d'un projet scientifique afin d'éclairer les institutions de développement. Pour cela il est apparu nécessaire de privilégier, comme région d'étude, une zone exemplaire.

### **Le choix de la région de Sassandra**

Le choix de la région de Sassandra a correspondu à la volonté des instituts scientifiques en charge du projet d'étudier, après des recherches (à Memni-Montezo, Jacquerville, Brobo, Boundiali) ou en parallèle à des travaux (à Aboisso, Biankouma) sur des milieux humains relativement homogènes, une zone remarquable par sa diversité et par sa situation. En effet, cette zone appartient à la partie sud-ouest du pays qui constitue le pôle stratégique du redéploiement de la production agricole nationale, en terme d'équilibre entre régions comme entre produits d'exportation (figure 1). Elle constitue, de plus, un cas quasiment unique, en milieu rural africain, de brassage de populations, ivoiriennes et étrangères, qui en fait un véritable résumé de la diversité ethnique de l'Afrique de l'Ouest. Cette pluralité se retrouve dans les secteurs d'activité (agriculture villageoise, agro-industrie, pêche, commerce,...), les formes de participation des actifs agricoles à la production (depuis le planteur indépendant jusqu'au salarié en passant par le métayer et le manoeuvre permanent ou temporaire), les modes d'appropriation du sol cultivé et le degré d'intégration aux opérations récentes de développement agricole. Enfin, cette zone s'est trouvée confrontée à la création d'une route dite « côtière » qui relie Sassandra à Abidjan et au port de San-Pedro : nouvelle voie de communication conduisant à une multiplication des opérations de défrichage et d'installation de nouveaux exploitants et à de profondes transformations écologiques.

Ce dernier élément réactive des processus de peuplement particulièrement intenses depuis les années 1970, provoqués par une diversification des activités humaines et le désenclavement progressif de la région : exploitation forestière, mise en place de complexes agro-industriels et développement des exploitations individuelles de cultures pérennes. On se trouve en conséquence à Sassandra, dès la fin des années 1980, face à différents facteurs externes et internes susceptibles de susciter de profondes transformations



- Département ou Sous Préfecture d'enquête
- \* YOPOUGON Commune ou village d'enquête
- Sassandra
- Limite d'État et de Région
- Limite de Département
- Chef lieu de département

**Figure 1. Carte de situation de Sassandra et des autres lieux d'enquête des programmes ENSEA-Orstom**

des formes d'occupation de l'espace, des systèmes d'exploitation agricole et des régimes démographiques : transformations qu'il s'est agi de saisir à travers différents objectifs scientifiques.

### **Les objectifs scientifiques**

D'une manière générale, ce projet scientifique s'est proposé d'analyser les processus de peuplement et de transformation de l'environnement sur le moyen terme et d'apprécier l'émergence de nouvelles dynamiques démographiques et agricoles de la part des populations en présence, et ce dans un contexte de crise économique plus ou moins aiguë selon les années mais toujours présente.

#### ***Objectifs dans le domaine économique***

Définir le contenu et les conséquences de la crise dans une région qui était destinée à une expansion agricole intense conduit, au plan économique, à mesurer son impact sur le dynamisme respectif des différents systèmes de production. Plus précisément, le programme se proposait de considérer les points suivants :

- l'évolution des exploitations villageoises et notamment les tentatives de rénovation des plantations traditionnelles et de diversification, en terme de cultures pérennes (avec le développement du palmier à huile, des agrumes, de l'hévéa) et d'extension des cultures vivrières dans une optique d'autosuffisance alimentaire renforcée et/ou de commercialisation ; ou, à l'inverse, de décapitalisation par abandon des plantations dont la rentabilité était devenue trop faible. L'accès des jeunes générations à l'espace économique et particulièrement aux cultures commerciales devait retenir l'attention dans cette perspective ;
- le devenir des agro-industries relatives à la culture du palmier à huile (Palminindustrie) et des agrumes (COCI-COOPAGRUM). À ce titre, le rôle de ces complexes agro-industriels comme pôles susceptibles d'engendrer un développement autonome de la région et des transformations socio-économiques notables se devait d'être apprécié : particulièrement leur influence sur les dynamiques des agriculteurs villageois et leurs capacités d'adaptation face à la conjoncture internationale (évolution des prix et de la demande) d'une part et à l'appauvrissement du milieu agro-écologique d'autre part.

Considérer l'évolution des différents systèmes de production devait conduire directement à s'interroger sur celle de leurs modes d'utilisation de la main-d'œuvre. À cet égard il nous fallait vérifier l'hypothèse selon laquelle la diminution spectaculaire des revenus agricoles entraîne une baisse rapide du

recours aux salariés et, en contrepartie, une intensification de l'exploitation de la main-d'œuvre familiale (celle des femmes, des enfants, des jeunes frères...). L'influence de cette diminution du salariat sur la mobilité temporaire d'actifs agricoles, importante dans la région, méritait également d'être examinée.

Enfin, des analyses récentes ont montré comment la baisse prolongée des revenus et la mise en place des programmes d'ajustement structurel avaient ébranlé le système de solidarité traditionnel en vigueur dans les sociétés africaines et conduit à des difficultés sociales importantes. Nul doute que la baisse des revenus agricoles ne soit susceptible d'accélérer de tels phénomènes qu'il convenait de cerner plus précisément dans la région de Sassandra, en milieu urbain comme en zone rurale.

### *Objectifs dans le domaine démographique*

Réévaluation des différents secteurs de production agricole, redéfinition dans l'utilisation de la main-d'œuvre, tension dans le système de circulation des biens et des personnes au sein de la famille sont autant d'éléments qui interviennent sur l'orientation des dynamiques démographiques. En ce domaine les objectifs scientifiques principaux retenus étaient de quatre ordres :

- appréhender l'évolution des niveaux et les facteurs de la natalité et de la fécondité. Il s'est agi de saisir l'impact des difficultés économiques des ménages sur les tendances de la fécondité et sur les comportements qui lui sont liés, et ceci dans les différentes communautés qui sont diversement atteintes par la crise. L'articulation des facteurs socio-culturels et des facteurs économiques de la fécondité, perçue en relation avec l'évolution de la place de la femme et de l'enfant dans la famille et dans la production, a notamment retenu l'attention. On s'est interrogé ici plus particulièrement sur le maintien des attitudes et des pratiques relatives à une forte fécondité. A cet égard, on a considéré l'hypothèse selon laquelle l'ébranlement du système de solidarité traditionnel pourrait conduire à une restriction des transferts entre les individus et à une moindre circulation des enfants entre les ménages, créant par là les conditions d'un affaiblissement des idéaux favorables à une natalité élevée ;
- évaluer la santé de la population en cette période de fléchissement des investissements et des budgets de fonctionnement en matière sanitaire et de baisse des revenus des ménages. Dans ce domaine deux points principaux ont été abordés. Tout d'abord l'évolution des structures de la morbidité, des modes de traitements curatifs utilisés et de l'efficacité des différents systèmes de soin en présence dans la région. Une question s'est imposée : comment évolue l'utilisation des diverses thérapies (biomédicale, traditionnelle, familiale...) lorsque les ressources monétaires dimi-

nuent ? Et quelles sont les conséquences de ces évolutions sur l'incidence des maladies anciennes et nouvelles ? Puis les tendances de la mortalité des enfants, à un moment où elle semblait s'être stabilisée à un niveau encore élevé après une phase de décroissance ;

- suivre les dynamiques migratoires en relation avec les stratégies économiques des migrants, qui sont, dans cette région, tout autant des migrants temporaires liés à des activités agricoles saisonnières (nettoyage et récolte) que des immigrants visant une installation à plus ou moins long terme dans la région. En ce domaine il était nécessaire d'estimer les conséquences des difficultés économiques sur les flux d'immigration et d'émigration (vers d'autres zones agricoles ou les milieux urbains) et sur l'évolution quantitative du peuplement de la région et de sa structure ethnique, afin de repérer les différents systèmes d'adaptation des migrants à la crise selon leur contenu et leur degré d'efficacité économique ;
- saisir les transformations des dynamiques familiales et l'émergence de nouvelles pratiques individuelles ou collectives « de crise ». L'extrême mobilité des populations de la région s'accompagne de déplacements des individus entre les ménages et d'une certaine instabilité familiale. On pouvait à cet égard penser que les contraintes économiques croissantes et les changements dans les systèmes d'exploitation de la force de travail familiale et salariée renforceraient cette instabilité des individus et des ménages ; mais on pouvait aussi s'attendre à voir apparaître des conduites familiales originales (dans le domaine de la nuptialité, de la socialisation et de la circulation des enfants...) pour pallier les contraintes de la crise : phénomènes qu'il s'agissait de mieux cerner.

### ***Objectifs dans le domaine de l'environnement***

Les dynamiques démographiques et les dynamiques agricoles des différentes populations en présence façonnent l'évolution du peuplement de la région et les transformations écologiques du milieu. Pour saisir plus précisément ces évolutions, il était nécessaire d'identifier les processus d'installation des implantations humaines en décrivant les contextes historiques de création de ces implantations : rythmes et modes d'exploitation du milieu par les différents types d'exploitation (agro-industrie, exploitation forestière, plantations villageoises) et les confrontations (entre ethnies comme entre secteurs d'activité).

Enfin se devaient d'être appréciées les conséquences des diverses activités humaines sur l'évolution de l'environnement, tout particulièrement en ce qui concerne la déforestation, la baisse de la pluviométrie, l'érosion et la dégradation des sols et ceci dans les différentes zones de la région. Dans cette perspective, il apparaissait pertinent d'étudier et d'évaluer l'impact des

actions entreprises depuis le début des années 1990 par les institutions en charge du patrimoine forestier largement entamé par les paysans (la SODEFOR notamment).

### **Des objectifs scientifiques aux objectifs de développement**

Le programme a eu pour objectif premier de fournir un nombre important d'indicateurs et d'analyses scientifiques capables de permettre une meilleure compréhension des conditions et des contraintes du développement socio-économique en milieu rural. Ces résultats, acquis au fur et à mesure de l'avancement des différentes opérations, dans le domaine de l'évolution de la santé des populations; des dynamiques démographiques et familiales, des nouvelles stratégies agricoles et économiques et des transformations de l'environnement, peuvent éclairer les différentes institutions œuvrant, à un titre ou à un autre, au niveau régional ou national, pour le développement.

Mais plus directement et plus concrètement les résultats des analyses ont permis l'élaboration de différents projets de développement réalisables au niveau local. Ces projets, qui seront détaillés dans l'article suivant, sont mentionnés ici pour attester qu'ils ont été un souci constant dans la mise en œuvre et les réorientations successives des programmes de recherche.

### **LES ENQUÊTES ET LE RECUEIL DES DONNÉES**

L'ensemble des enquêtes et du recueil des données s'est déroulé dans le cadre du « Laboratoire de Population de Sassandra » (LPS) mis en place dans la région en 1988. Les différentes opérations ont pu être réalisées avec les budgets de recherche de l'INSEA d'Abidjan et l'Orstom et grâce aux soutiens financiers successifs du FNUAP, de l'UNICEF et du ministère français de la Coopération. L'intérêt de ce laboratoire réside dans le fait qu'il a permis et qu'il permet d'articuler en une même perspective une série d'observations approfondies et renouvelées dans le temps, qui sont diverses quant à leur objet (démographique, économique, sociale...), à leur nature (de l'approche historique à l'enquête statistique) et à leurs objectifs (de la mesure quantitative d'un phénomène à la compréhension de motivations individuelles).

On abordera dans ce chapitre la collecte des données en la présentant selon les trois aspects principaux retenus dans les différents programmes : les dynamiques de populations, les nouvelles stratégies paysannes et l'histoire du peuplement. Seront examinés successivement les divers aspects de ce recueil des données : la réalisation des enquêtes de terrain (quantitative ou qualitative), le recueil de données d'archives, et l'utilisation des données d'autres sources pour des analyses complémentaires.



## **L'observation de la dynamique de population**

L'observation de la dynamique de population <sup>(1)</sup> a nécessité la mise en œuvre de plusieurs éléments de recueil de l'information : suivi d'un échantillon de la population lors d'une enquête à passages répétés, enquêtes qualitatives, utilisation des recensements de la population. Éléments que nous aborderons successivement en commençant par les différentes étapes du suivi de la population.

### ***L'enquête de 1988 « dynamique de population et mutation économique »***

La première enquête du suivi de la population fut réalisée en avril 1988, avec le soutien financier du FNUAP. Elle concerna neuf villages de la sous-préfecture de Sassandra : Bassa, Beyo, Bolo, Gboville, Groprou, Kouate, Sago, Sahoua, Siapao, et des îlots de la ville de Sassandra. Les villages furent choisis par choix raisonné, en fonction de l'effectif de la population résidante, de l'ethnie autochtone, de la situation spatiale, de la nature de la voie de communication y accédant et de l'éloignement d'un centre de santé. Les îlots urbains furent choisis de manière aléatoire dans chacun des quartiers de la ville <sup>(2)</sup>.

Cette enquête initiale a permis : a) de constituer le fichier de population de base qui sera suivi jusqu'en 1993, avec quelques ajustements qui seront précisés pour chacune des enquêtes suivantes ; b) de réaliser un premier travail d'analyse sur les relations entre la dynamique des populations et les mutations économiques à Sassandra.

Lors de ce premier passage trois questionnaires principaux furent administrés :

- une fiche collective, permettant d'enregistrer l'ensemble des individus composant un ménage, avec leurs caractéristiques socio-démographiques et économiques essentielles (sexe, âge, état matrimonial, niveau d'éducation, activité...). Un complément à cette fiche collective permet également de recenser les membres de la famille les plus proches du chef de ménage (père, mère, épouse, frère, sœur, enfant) ne résidant pas avec lui au moment de l'enquête ;

1. L'observation des dynamiques de population, décrite ici dans un même chapitre afin de conserver l'unité qui était celle de la collecte des données, a permis dans les faits de poursuivre deux programmes de recherche : l'un consacré aux transformations des dynamiques démographiques et familiales et à la santé de la reproduction, l'autre aux dynamiques migratoires et aux stratégies économiques.
2. Les cartes 1 et 4 dans ce document indiquent la situation des villages enquêtés et des principales infrastructures sanitaires et scolaires de la sous-préfecture de Sassandra.

- un questionnaire auprès des chefs de ménage. Ce questionnaire comprenait trois parties : événements familiaux, mobilité spatiale, activité économique. Cette dernière partie comportait des questions communes et deux volets spécifiques aux agriculteurs et aux pêcheurs ;
- un questionnaire auprès des femmes en âge fécond (de 15 à 49 ans). Ce questionnaire abordait les thèmes suivants relatifs à la vie de la femme et de ses enfants : événements matrimoniaux, histoire des maternités, santé de la mère et de ses enfants.

Les étudiants de chacune des promotions de l'ENSEA réalisèrent le travail d'enquête (agents techniques), de contrôle (adjoints techniques) et de coordination (ingénieurs des travaux statistiques) sur le terrain, dans le cadre de leur stage de fin d'étude ; personnel auquel fut adjointe une équipe d'enquêteuses, chargée de l'enquête auprès des femmes.

Lors de cette enquête, qui fut dirigée par Agnès Guillaume, Koffi N'Guessan et Patrice Vimard, 1 453 ménages furent recensés, représentant une population résidante de 6 594 personnes ; 1366 chefs de ménage et 1 081 femmes purent être enquêtés (3). Elle donna lieu à une analyse, rédigée par les étudiants ingénieurs des travaux statistiques de l'école, centrée sur les quatre thèmes de cette étude initiale : structure et dynamique familiale, activité économique des ménages, rôle de la migration dans l'évolution socio-économique, fécondité et santé maternelle et infantile ; ouvrage publié en janvier 1989 par l'ENSEA (ANDRIAMAMPAHÉRY *et al.*, 1989).

### ***L'enquête de 1989 « santé maternelle et infantile et dynamique familiale »***

L'enquête de 1989, réalisée à la demande de l'UNICEF, avait pour objectif général de fournir un ensemble d'indicateurs statistiques et d'analyses sur la santé de la mère et de l'enfant et sur les transformations de la famille ; données nécessaires à l'élaboration d'un programme d'assistance en matière de santé familiale à Sassandra.

Pour cette enquête, un sous-échantillon de la population étudiée en 1988 fut constitué. Neuf unités de peuplement, parmi les dix enquêtées en 1988, ont été retenues (4) et, dans chacune de ces unités, la population des Ivoiriens et Burkinabè a été enquêtée (soit les 3/4 des effectifs de la population de 1988), afin de réduire les coûts du travail sur le terrain et de mener l'analyse à partir de groupes sociaux homogènes.

3. Un tableau, situé en annexe, récapitule les effectifs de la population enquêtée lors des différentes enquêtes et pour chacun des questionnaires administrés.
4. Kouate a été exclu pour des raisons de dispersion spatiale excessive de l'échantillon eu égard au budget disponible.

En fonction de l'objectif de l'enquête, trois axes ont été privilégiés : l'étude des structures familiales, l'analyse de la fécondité et mortalité, l'appréciation de l'état de santé de la mère et de l'enfant et une dizaine de questionnaires ont été élaborés pour l'enquête, chacun d'eux s'adressant à une population spécifique : les chefs de ménage ou les femmes en âge fécond :

- la fiche collective, actualisant la fiche établie en 1988, a été utilisée pour enregistrer les mouvements depuis le passage précédent (migrations, naissances, décès) et les changements d'état individuel (de situation matrimoniale, d'activité...). Associé à cette fiche, un questionnaire relatif aux conditions de vie des ménages a permis de décrire le cadre d'habitat, les équipements sanitaires, l'approvisionnement en eau et électricité et les biens d'équipement dont disposent les ménages ;
- deux questionnaires, intitulés « nouveau ménage » et « changement de chef de ménage entre 1988 et 1989 », ont permis de saisir les modalités d'évolution des unités familiales ;
- un questionnaire auprès des femmes âgées de 12 ans et plus, a servi au recueil de leurs événements génésiques depuis avril 1988 (fausse-couche, avortement, mort-né, naissance vivante, grossesse) et de disposer d'informations sur le suivi prénatal et les conditions d'accouchement.

Parmi la population de femmes en âge fécond, un groupe a été sélectionné pour une étude approfondie sur la santé maternelle et infantile. Ces femmes ont été scindées en une « population-cas » et une « population-témoin ». Les « femmes-cas » étaient considérées comme à risque car ayant eu l'expérience d'un décès infantile et/ou intra-utérin, les « femmes-témoins » présentaient les mêmes caractéristiques socio-démographiques mais n'avaient pas vécu l'expérience de ce type de décès (5). Cinq questionnaires se sont adressés à cet échantillon de femmes cas et témoins :

- un questionnaire « santé maternelle », concernant les événements génésiques, les conditions d'accouchement, le suivi prénatal et l'opinion des femmes quant à leurs choix thérapeutiques, les problèmes de santé pendant la dernière grossesse et la connaissance et l'utilisation de la solution de réhydratation par voie orale (SRO).
- deux questionnaires, « enfants accueillis » et « enfants confiés », qui ont recensé les caractéristiques des enfants de moins de 20 ans que les femmes confient à l'extérieur de leur ménage ou qu'elles accueillent, et les circonstances de cette circulation des enfants.

5. Trois cents femmes avaient été sélectionnées à partir du fichier de 1988, mais seulement 176 d'entre elles ont pu être interrogées lors de l'enquête, de par les émigrations et les absences fréquentes.

- un questionnaire « enfant né vivant depuis 1983 » s'intéressait au devenir des enfants de moins de 5 ans, à leur état de santé (maladies contractées, modes de soins, état vaccinal) et à leur alimentation, ainsi qu'aux circonstances du décès des enfants décédés.
- enfin un questionnaire « mortalité maternelle » a permis, pour l'ensemble des femmes en âge fécond décédées entre les deux passages, de déceler si ce décès était en relation avec une grossesse, un accouchement ou les suites d'un accouchement, afin d'évaluer le niveau de la mortalité maternelle.

Lors de cette enquête, également dirigée par Agnès Guillaume, Koffi N'Guessan et Patrice Vimard, 1 213 ménages furent recensés, représentant une population résidante de 5 720 personnes, et 1 040 femmes (pour le suivi génésique) furent enquêtées. L'enquête donna lieu à une analyse, centrée sur les structures et la croissance démographique, la santé maternelle et infantile et les structures familiales, assorties de différentes recommandations pour l'élaboration de programmes d'assistance sanitaire et sociale, publiée par l'ENSEA et l'Orstom (GUILLAUME et VIMARD, 1990). Le suivi de population permit en outre une première analyse des déplacements (BALAC, 1990)

### ***Les enquêtes de 1991 et 1993 « Changements démographiques et économiques en période de crise »***

C'est lors de l'enquête de 1991 que l'échantillon prit sa forme définitive. Aux îlots de Sassandra et aux villages de Bassa, Beyo, Bolo, Gboville, Groprou, Sago, Sahoua et Siapao furent ajoutés différents campements, permettant d'avoir une meilleure représentativité de la population de la sous-préfecture. Certains de ces campements dépendent de Sahoua ou sont proches de Sago, villages faisant partie de l'échantillon initial, les autres appartiennent aux unités de peuplement d'Inahiri et de Pauly-Brousse (6).

Les enquêtes de 1991 et 1993, financées avec le concours du ministère français de la Coopération et du Développement, eurent deux objectifs principaux : mesurer les composantes de la croissance démographique par le suivi de la population de l'échantillon d'une part, et appréhender les mutations économiques et démographiques en période de crise.

En fonction de ces objectifs, la collecte des informations s'est appuyée sur les questionnaires suivants :

6. Le suivi entre 1988 et 1991 de ces campements a pu être réalisé en reprenant les informations enregistrées sur la fiche collective du recensement général de la population et de l'habitat, qui eu lieu en 1988 à la même époque que notre enquête, ceci avec l'aimable autorisation de l'Institut National de la Statistique (INS), qui doit être ici remercié.

- la fiche collective et l'histoire des maternités, qui ont permis, en 1991 et 1993, d'enregistrer les changements dans la composition des ménages d'une part, les nouvelles naissances et le devenir des enfants des femmes d'autre part ;
- deux questionnaires, l'un auprès des hommes chef de ménage de moins de 70 ans et l'autre auprès des femmes en âge fécond, sur leurs attitudes et comportements en matière de nuptialité, de fécondité et de soins aux enfants. Ces questionnaires, selon des versions quelque peu différentes, ont été posés en 1991 comme en 1993 ;
- un questionnaire, concernant l'état de santé et les modes de soins des enfants de moins de cinq ans, posés à leur mère en 1991 ;
- un questionnaire « migration et activité économique », posé aux agriculteurs, indépendants ou salariés, afin de saisir, en 1991, les conditions socio-économiques qui président à la mobilité spatiale des populations rurales et à la production agricole (7).

Lors de l'enquête de juin 1991, dirigée par Ronan Balac, Agnès Guillaume et Patrice Vimard, 1 472 ménages furent recensés, représentant une population résidante de 8 543 personnes, et 912 chefs de ménage, 1 461 femmes en âge fécond et 592 agriculteurs purent être enquêtés. Cette enquête donna lieu à différentes communications et articles, essentiellement centrés sur l'évolution des comportements de fécondité et leurs différences entre les groupes socio-économiques (KOFFI, VIMARD et GUILLAUME, 1993 ; GUILLAUME et VIMARD, 1994 ; ADJAMAGBO *et al.*, 1995) et sur les comportements de santé (GUILLAUME, 1990 ; DELCROIX et GUILLAUME, 1993).

Lors de l'enquête de novembre 1993, dirigée par Raïmi Fassassi, Agnès Guillaume, Eric Léonard et Patrice Vimard, 1 546 ménages furent recensés, représentant une population résidante de 9 215 personnes, 1 209 chefs de ménage et 1 705 femmes en âge fécond furent interrogés. Cette enquête est en cours d'analyse et les premiers éléments de celle-ci sont présentés dans cet ouvrage.

Outre ces enquêtes de suivi, de nature quantitative, ce programme donna lieu à différentes approches qualitatives présentées dans la partie suivante.

### ***L'approfondissement des enquêtes quantitatives***

Afin d'approfondir les résultats des premières enquêtes quantitatives de 1988 et 1989, une série d'observations qualitatives a été réalisée, à partir de

7. L'enquête de 1993 comporta également un questionnaire sur le fonctionnement et l'évolution des exploitations agricoles, mais celui-ci concerne l'approche des stratégies paysannes et nous l'aborderons dans ce chapitre.

novembre 1990, auprès de différents ménages. Il s'agissait par ces observations, d'obtenir une approche plus fine des stratégies démographiques et économiques des différents acteurs en présence : chefs de ménages, femmes, migrants...

Pour l'approche relative à la fécondité et à la santé, une trentaine de chefs de ménage et leurs épouses, choisis dans quelques unités de peuplement représentatives de la diversité de la population (Bassa, Beyo, Gboville, Sago, Sahoua), en fonction de leur âge, de leur activité économique et de la présence d'enfants dans le ménage, ont été interrogés lors d'une série d'entretiens semi-directifs.

Les entretiens avec les chefs de ménage ont été plus précisément axés sur leur histoire matrimoniale, leurs attitudes et comportements en matière de fécondité (taille souhaitée de la famille, motivation pour avoir des enfants, pratique contraceptive...) et les conséquences de la crise économique sur leurs conditions de vie et leur activité. Les interviews des femmes ont porté également sur leurs attitudes et comportements en matière de fécondité ainsi que sur les soins apportés aux enfants et le rôle des femmes dans ces soins (prise en charge quotidienne, type de traitement appliqué, liens avec les enfants confiés à l'extérieur...). Ces entretiens de novembre 1990 ont été actualisés deux ans après (novembre 1992) auprès des mêmes ménages, lorsque ceux-ci étaient présents.

Élargissant ces entretiens successifs, une approche plus globale est développée depuis juin 1994 par Agnès Adjamagbo : elle concerne les attitudes relatives aux idéaux de fécondité et à leur évolution dans le cadre des transformations des solidarités familiales et sociales face à la crise. Ce travail a plus particulièrement pour objet d'analyser l'influence des associations, des groupes d'entraide et des communautés familiales sur les changements de comportements démographiques, afin notamment d'évaluer le rôle que pourraient jouer ces diverses instances sociales dans la diffusion de programmes de planification familiale et de protection maternelle et infantile. Une première analyse des solidarités familiales face à la crise a été rédigée (ADJAMAGBO, 1995).

Dans une autre direction, une série d'entretiens, en novembre 1990, avec des migrants exploitants agricoles a permis d'approfondir les observations sur la mobilité et les conditions d'installation des immigrants. Ces entretiens ont été notamment centrés sur les buts et les objectifs du migrant, l'organisation de ses mouvements et ses comportements économiques et sociaux dans son lieu d'installation et notamment face à la crise. Ces enquêtes qualitatives auprès des migrants ont été complétées d'autres entretiens en 1991 et 1992.

### ***L'analyse des recensements et des sources de données économiques***

Il est apparu nécessaire de replacer les informations de terrain, quantitatives et qualitatives, décrites ci-dessus, dans un cadre plus large, afin de pouvoir replacer l'évolution de la zone de Sassandra dans l'ensemble national et régional, notamment en ce qui concerne les processus d'immigration et de croissance de la production agricole. Pour cela l'analyse des observations de terrain ont été complétées d'une analyse des données des recensements, analyse devant permettre une explication des transformations de l'économie de plantation dans le sud-ouest ivoirien.

Les sources statistiques, utilisées lors de cette analyse, réalisée par Ronan Balac qui mène ce programme, proviennent des quatre grandes opérations de recensement démographique réalisées à l'échelle nationale : les recensements administratifs de 1955 et 1965 et les recensements généraux de la population et de l'habitat de 1975 et 1988. Ces différentes sources ont été complétées de statistiques économiques sur les productions départementales tirées des publications de la Caisse de Stabilisation, du ministère de l'Agriculture et des entreprises agro-industrielles (Palminindustrie, COCI, COOPAGRUM).

Les données furent essentiellement utilisées au niveau des sous-préfectures, ce qui permet d'avoir une vue précise des tendances démographiques et économiques sur le long terme et de replacer l'évolution de la sous-préfecture de Sassandra et des sous-préfectures environnantes dans l'ensemble de l'évolution nationale.

Les évolutions démographiques peuvent être mises en évidence, grâce à une cartographie des données, par la comparaison de différentes cartes, établies pour chacune des années d'observation : cartes des accroissements moyens de population, des densités rurales, des répartitions des grands groupes culturels et ethniques. Au plan économique, des graphiques permettent de visualiser, pour chaque sous-préfecture, les tendances de la production caféière et cacaoyère. L'ensemble de ces éléments ont permis une première analyse globale de la dynamique des populations rurales et du développement du système d'économie de plantation en Côte-d'Ivoire (BALAC, 1994).

### **Approche des nouvelles dynamiques paysannes**

En septembre 1991, le programme « Crise et recomposition socio-économique dans le sud-ouest ivoirien », consacré aux nouvelles stratégies paysannes, a été entrepris sous la direction d'Eric Léonard. Ce programme s'est élargi au-delà de la sous-préfecture de Sassandra à une partie du département de Soubré, afin de pouvoir observer une grande diversité de situations quant à l'ancienneté et à la densité actuelle de l'occupation de l'espace

par les activités agricoles. La première phase du programme a privilégié l'approche qualitative des transformations des systèmes de production : formation et différenciation de ces systèmes, facteurs déterminants de l'orientation économique, stratégies productives...

Cette approche qualitative a comporté deux volets. Le premier a porté sur la dimension historique des processus de transformation du système agraire de la région. Il a reposé sur des enquêtes orales conduites dans différents villages autochtones et campements de migrants, et s'est également appuyé sur un travail d'archives entrepris par un jeune chercheur, préparant une thèse à la faculté d'histoire, Thomas Yao Yao.

L'autre volet du travail, sur les données socio-économiques, s'est basé sur la réalisation d'enquêtes qualitatives auprès des différentes catégories de producteurs agricoles identifiées dans la région. Il a été recherché dans ce travail, l'observation d'une diversité maximale de situation, dans la taille et l'orientation économique des exploitations; leur enclavement ou leur proximité par rapport aux marchés et aux centres de transformation des produits agricoles, leur accès à la main-d'œuvre et aux intrants, les contraintes agronomiques ou climatiques rencontrées... Au total 160 exploitations agricoles ont été enquêtées. Sur la base de ces enquêtes, une typologie des exploitations a été établie, en fonction de l'accès différencié aux facteurs de production et des différentes stratégies de production qui en découlent, et analysée (LÉONARD, 1993).

En complément de cette approche qualitative, une enquête quantitative a été réalisée en novembre 1993, avec pour objectif de vérifier la typologie élaborée et d'enrichir de données chiffrées les analyses qualitatives. Cette enquête, articulée avec l'enquête démographique, reposa sur le passage de questionnaires auprès d'un échantillon de chefs d'exploitation et de leur(s) épouse(s). Ces questionnaires portaient sur le fonctionnement et l'évolution des exploitations agricoles : nature de la production et récolte des dernières campagnes, main-d'œuvre utilisée, type de commercialisation des produits, revenus de l'exploitation... Lors de cette enquête, 357 agriculteurs furent interrogés. Une enquête similaire, portant sur 350 producteurs agricoles, a été réalisée en mars 1994 dans la sous-préfecture de Méadji, voisine de celle de Sassandra.

Enfin, il faut noter que, parallèlement à cette recherche sur les systèmes de production proprement dit, une collaboration a été entreprise par Eric Léonard et Jonas Ibo avec la cellule « développement » de la SODEFOR, qui souhaitait un appui pour la mise en place de la « Commission Paysans-Forêt » dans la forêt classée de la Niégré et la définition de propositions permettant la réhabilitation de l'espace occupé et défriché par les migrants. Ce travail



a abouti, après quelques observations sur le terrain auprès des agriculteurs concernés, à la réalisation d'un rapport analysant les modalités de la colonisation agricole de la forêt de la Niégré et débouchant sur une proposition de réhabilitation de celle-ci (IBO et LÉONARD, 1992).

### **Approche historique des relations « peuplement-environnement »**

L'objectif général du programme « Environnement et dynamique de peuplement dans la région de Sassandra » mené par Jonas Ibo, a été d'appréhender la dynamique des interactions entre l'environnement forestier, fortement entamé, et la société agraire, pluriethnique, de Sassandra.

Partant de cet objectif, la collecte des données s'est assignée quatre tâches spécifiques : cerner les modifications du milieu forestier liées aux diverses activités humaines, analyser la situation écologique consécutive à l'occupation du milieu, apprécier l'impact de ces transformations écologiques sur les rapports sociaux, inventorier les connaissances des populations locales sur leur environnement.

Pour cette approche, trois sources d'informations ont été privilégiées : les documents écrits, les témoignages et les traditions orales.

Les documents écrits consultés et analysés ont compris des documents d'archives (rapports des commandants du cercle de Sassandra, monographies des administrateurs coloniaux, statistiques forestières, registres paroissiaux et sanitaires...), les rapports des différents services techniques et des grandes sociétés agro-industrielles menant des activités dans la région (Directions départementales de l'Agriculture, des Travaux Publics, SATMACI, SODEFOR...), les publications issues des travaux de recherches antérieurs sur la région.

Ces sources écrites ont été complétées de témoignages individuels : ceux des grands planteurs européens et africains qui ont marqué le développement agricole de la région comme ceux de différents responsables administratifs ou techniques en poste à Sassandra.

Enfin la collecte s'est attachée à un recueil des traditions orales. Celle-ci a été précédée d'un échantillonnage, réalisé à partir de trois critères d'ordre géographique, ethnique et économique, aboutissant au choix de trois villages dans le canton Bakwé (Lobakouya, Pauly-Brousse et Sahoua) et quatre dans le canton Godié-ouest (Baléko-Niégré, Beyo, Kokolopozo et Niapidou).

Afin de mesurer les nouvelles dynamiques du peuplement, une série d'interviews auprès des fondateurs des principaux campements désignés par les autochtones a été menée. Pour chaque village autochtone, deux ou trois campements allogènes ont été retenus : Pauly-Chantier, Côte baoulé,

Tanokouadiokro (Pauly-Brousse); Lobakouya II et Sialoukrou (Lobakouya); Bourdoncle et Kouassimichelkro (Sahoua); Léyan Carrefour et Yao-Appélakro (Kokolopozo); Beyo II et CFS (Beyo); Diakouakoukro et Ouattaradougou (Niapidou).

Par ailleurs, une enquête qualitative a été faite dans le village neyo de Misséhi parce qu'un litige foncier oppose ce village à celui de Pauly-Brousse depuis la fin des années 1950.

Les enquêtes orales concernant les villages autochtones, menées avec l'aide d'un enquêteur-interprète, ont porté sur le peuplement et l'environnement ancien (donc avant l'immigration étrangère), la perception des mutations sociales dues à l'immigration, le processus d'implantation des campements d'allogènes sur le terroir villageois, la perception des changements écologiques depuis 1975, les relations avec les campements allogènes et leurs fondateurs et la vie des pionniers de l'immigration étrangère tel Yao Appéla.

Au niveau des campements allogènes sélectionnés, les entretiens ont porté sur l'itinéraire du fondateur, l'évolution générale du campement (de la composition ethnique, des flux d'installation) et surtout la nature des relations entretenues avec les tuteurs villageois.

Enfin, des enquêtes parallèles ont été menées pour rassembler les informations particulières sur l'histoire de vie de Yao Appéla, dit Djiglé, un baoulé installé en pays Godié dans les années 1930 et qui fut « la meilleure réussite autant sur le plan matériel que spirituel » (Roger Cousin, entretien oral, 1992). L'ensemble de ce travail sur la vie de Yao Appéla a d'ailleurs débouché sur une publication (IBO, 1995). L'ensemble des données recueillies fait quant à lui l'objet d'analyses centrées sur les relations entre la raréfaction des ressources forestières, l'évolution du peuplement de la région et la coexistence des différentes populations.

## DE QUELQUES RÉSULTATS PROVISOIRES

Les différentes conclusions des programmes seront développées dans les articles qui suivront, et on dressera seulement ici un bref bilan provisoire des résultats obtenus dans le cadre du projet.

D'une manière générale, ce projet a permis d'obtenir un nombre important *d'indicateurs et de résultats scientifiques* dans les domaines suivants : dynamiques démographiques et familiales, santé des populations, stratégies agricoles et économiques, interrelations entre le peuplement et l'environnement.

Tout d'abord, le **bilan historique des relations « peuplement-environnement »** a montré comment les quatre phases principales de peuplement

(endogène, portugais-néerlandais-britannique, coloniale et nationale) ont été tributaires, de manière différente, des environnements maritime et forestier qui caractérisent la région de Sassandra. Si l'emprise du milieu est totale lors de la première phase, elle ne joue qu'un rôle incitatif durant les phases suivantes. Ainsi les éléments pionniers des communautés étrangères actuelles arrivèrent dans la région pour exploiter, certains les ressources halieutiques (les Fante), d'autres les ressources végétales (le caoutchouc pour les Ashanti, les ressources forestières et les cultures pour les Européens, les cultures de rente pour les Baoulé et les Burkinabè...).

De même, l'impact de ces activités économiques, elles-mêmes induites par les divers environnements, varie en fonction des rapports de production et du niveau des forces productives. Ainsi, la première phase de peuplement, dite endogène, matérialisée essentiellement par l'agriculture de subsistance, la collecte des produits naturels et la chasse se traduit par de simples « égratignures » sur l'environnement forestier. Par contre, les activités économiques telles l'exploitation forestière et l'agriculture de produits d'exportation, qui s'imposent dans les phases ultérieures de peuplement, ont contribué à *déstabiliser fortement les principaux équilibres écologiques de la région* (assèchement de cours d'eau, baisse du niveau de la nappe phréatique, chute des volumes annuels de pluie, amenuisement des ressources forestières e.g. réduction de la biodiversité).

Les conséquences directes de ces déséquilibres d'ordre écologique sont la *multiplication des conflits* de tout genre dans l'usage des ressources agro-écologiques entre les différentes communautés comme entre ces communautés et les pouvoirs publics, par l'occupation du domaine classé permanent de l'État.

Au delà de la constitution du peuplement, les analyses permettent également de caractériser les *trois grandes étapes dans la formation du système économique* grâce au **suivi des mouvements migratoires et des transformations de l'occupation de l'espace régional**. La première étape est celle du début de l'important processus migratoire, responsable de l'installation et du développement de l'économie de plantation dans le Sud-Ouest, initié par une poignée de migrants nationaux et étrangers en quête de terre ou d'emplois agricoles rémunérés.

La deuxième étape est celle de l'arrivée d'une seconde vague d'immigrants, d'une ampleur considérable. L'immigration est cette fois organisée au lieu de départ par la famille qui a bénéficié du succès des premiers migrants et au lieu d'arrivée par le pionnier lui-même désireux de se doter d'une main-d'œuvre bon marché pour étendre son exploitation.

La situation de saturation foncière observée actuellement dans la région, aggravée par la chute récente des prix des produits café-cacao ainsi que par certains effets indirects des PAS ivoiriens, permet de constater la faible motivation des derniers migrants potentiels qui doivent affronter une diminution des emplois agricoles bien rémunérés et surtout un accès de plus en plus difficile à la propriété terrienne.

La troisième étape est celle de la « *fin* » du modèle de l'économie de plantation pionnière et de la formation d'un « nouveau » modèle, où l'agriculture, autrefois extensive, devrait s'acheminer vers une forme plus intensive, et où les acteurs économiques, autrefois « reproduits » à l'extérieur du système, sont désormais des jeunes nés dans le Sud-Ouest.

Quel sera le contenu de ce nouveau modèle ? L'analyse socio-économique des nouvelles stratégies paysannes a permis de discerner les principaux changements intervenus durant les dernières années face à la crise économique, en ce qui concerne notamment l'utilisation des terres anciennement ou récemment mises en culture (mode d'exploitation, nature des productions, usage des jachères) et l'accentuation de la *diversification agricole* vers des cultures pérennes (agrume, palmier à huile) et vers le vivrier à des fins de commercialisation.

La différenciation est ici de mise et onze stratégies de production distinctes ont pu être définies, en fonction de l'accès différencié aux facteurs de production, permettant de cerner différents degrés d'intensification en capital et en travail, et de la nature des produits privilégiés. On se trouve en conséquence en présence de systèmes spécialisés, pouvant être regroupés en quatre grands types selon la production dominante : spécialisation cacaoyère stricte et (en association ou non avec une production cacaoyère), productions vivrières ou maraîchères, production d'agrume, production de palmistes.

L'ensemble des changements économiques interfère avec l'évolution de la reproduction démographique sur lesquelles différentes analyses ont été produites. À cet égard, l'intensité croissante de la dispersion des individus hors de leurs cellules familiales, sous l'effet de l'immigration et de la crise économique, qui affaiblit la cohésion matrimoniale et familiale, a pu être soulignée. Cette *déstructuration familiale* peut conduire à terme à un certain affaiblissement des capacités de reproduction démographique des populations.

Les modifications de comportements des femmes et des hommes en matière de fécondité face aux difficultés économiques ressenties pour élever et soigner les enfants ont été également abordées. La demande de moyens de planification des naissances, les motivations de cette demande explicite et implicite, les différences entre les groupes socio-économiques quant à ces

attitudes et comportements de fécondité ont été mises en évidence. Ainsi, malgré les niveaux élevés de la fécondité dans la zone de Sassandra, des idéaux favorables à une fécondité plus faible commencent à émerger chez certains. Cependant, ces idéaux de moindre fécondité ne semblent pas liés exclusivement aux aspects conjoncturels d'une crise (qui dans sa réalité profonde est d'ordre structurel), mais correspondent aussi à une transformation des mentalités, comme l'indiquent les comportements et les attitudes des jeunes générations et des groupes socio-économiques impliqués dans des activités ou disposant de statut « moderne », davantage en faveur d'une limitation de la fécondité. Cependant la moindre pratique des méthodes traditionnelles d'espacement des naissances risque de jouer en sens opposé, le recours à des méthodes de contraception restant conditionné par leur accessibilité réelle encore faible.

La **santé des populations** demeure l'un des facteurs essentiels de la reproduction démographique. Le faible développement et les conditions défavorables de fonctionnement des structures sanitaires, qui déterminent les recours thérapeutiques, la *détérioration de certaines conditions d'accès aux soins*, apparue avec la crise économique, ont pu être précisément étudiés. En effet, les difficultés économiques des populations limitent leurs possibilités pour assumer les dépenses de santé. En outre, la crise touche également les systèmes de santé qui, avec la mise en place des plans d'ajustements structurels, subissent une baisse importante de leurs budgets obligeant les populations à prendre en charge certains coûts de fonctionnement qui devraient incomber aux structures elles-mêmes. De telles contraintes financières amènent à une *réorientation des comportements thérapeutiques* vers des pratiques plus traditionnelles. Cependant un recentrage des activités des centres de santé sur des points prioritaires (vaccination, accès aux médicaments essentiels...) et la mise en œuvre de différents programmes d'intervention favorisant une décentralisation des interventions (formation d'agents de santé communautaire, de matrones villageoises...) semble avoir permis, malgré la crise, une *amélioration de l'état de santé général* tel qu'on peut le mesurer par le niveau de la mortalité des enfants. Même si des aspects plus défavorables se font jour ici et là : cas de malnutrition, réactivation des certaines endémies, outre le développement du Sida.

*En guise de conclusion provisoire, et au delà de ces quelques éléments sur lesquels nous reviendrons longuement au cours de l'ouvrage*, nous pouvons estimer que ce projet scientifique contribue à l'évaluation de l'impact de la crise économique, qui secoue l'économie de plantation ivoirienne, dans une zone qui a connu au cours des 20 dernières années un accroissement considérable de sa population et qui participe de la principale zone de production cacaoyère du pays. Au-delà de la crise conjoncturelle que traverse

l'agriculture en zone forestière, nos analyses ont pu appréhender les blocages structurels propres à l'économie de plantation, en particulier ceux qui sont liés au renouvellement des plantations et à la reproduction sur le long terme des systèmes de production spécialisés sur le café et le cacao comme des populations qui en vivent.

Jusqu'à présent, ces blocages ont été résolus par le biais de la migration et le déplacement d'un front pionnier en direction des massifs forestiers de l'Ouest et du Sud-Ouest du pays. La région d'étude a constitué de ce point de vue « la dernière frontière » pour les planteurs au cours des années 1970 et 1980. Alors qu'elle entre de nos jours dans une phase de saturation foncière, au moment même où les prix au producteur de café et de cacao ont été divisés par deux ou plus, elle constitue un lieu d'observation privilégié des transformations et des nouvelles orientations économiques, démographiques et sociales que pourrait prendre le monde agricole ivoirien dans les années à venir.

## BIBLIOGRAPHIE

- ADJAMAGBO (A.), 1995. « De l'expression des solidarités familiales dans les sociétés d'économie de plantation : la cas de la région de Sassandra (Côte-d'Ivoire) », *communication au Séminaire-Atelier « Ménage et famille en Afrique »*, Lomé, 4-9 décembre 1995, 19 p. multigr.
- ADJAMAGBO (A.), GUILLAUME (A.) et VIMARD (P.), 1995. « Évolution de la fécondité et espaces socio-économiques à Sassandra (sud-ouest de la Côte-d'Ivoire) », *communication au Séminaire international « Transitions de la fécondité et planification familiale en Afrique »*, Abidjan, 16-19 mai 1995, 17 p. multigr.
- ANDRIAMAMPAHÉRY (D.), DAKONO (A.), KOFFI (A.) et MULAMBA (M.), 1989. *Dynamique de population et mutation économique dans le Sud-Ouest Ivoirien ; la sous-préfecture de Sassandra (avril 1988)*. Études et Recherches n° 16, ENSEA, Abidjan, janvier 1989, 143 p. + annexes.
- BALAC (R.), 1990. Les migrations dans la région pionnière du sud-ouest ivoirien, Mémoire de DEA de Démographie économique, IEP, Paris, juin 1990, 68 p.
- BALAC (R.), 1994. « La dynamique des populations rurales et le développement du système d'économie de plantation en Côte-d'Ivoire : les premiers éléments d'une approche historique et géographique », *Bulletin du GIDIS-CI n° 7*, Abidjan, 1994 : 27-66
- DELCROIX (S.) et GUILLAUME (A.), 1993. « Statut des femmes et comportement de santé en Côte-d'Ivoire », *communication au séminaire sur « Les femmes et les changements démographiques en Afrique au Sud du Sahara »*, UIESP, Dakar, 3-6 mars 1993, 21 p., multigr.
- GUILLAUME (A.) et VIMARD (P.), 1990. *Santé maternelle et infantile et dynamique familiale dans le Sud-Ouest de la Côte-d'Ivoire*, UNICEF-ENSEA-Orstom, Abidjan, Études et recherches, n° 20, 110 p.

- GUILLAUME (A.), 1990. « Women, children and health in Côte-d'Ivoire », in *Women and health in Africa*, M. TURSHEN (ed.), New York Academic Press, New York, 1990 : 169-186
- GUILLAUME (A.) et VIMARD (P.), 1994. « Fécondité, crise économique et différenciations sociales à Sassandra (sud-ouest de la Côte-d'Ivoire) », in *Maîtrise de la croissance démographique et développement en Afrique*, Collection Colloques et Séminaires, Orstom, Paris, 1994 : 143-168
- IBO (G. J.) et LÉONARD (É.), 1992. *Colonisation agricole et gestion de l'espace agro-forestier : une proposition de réhabilitation de la forêt classée de la Niégré*, Orstom-SODEFOR, Abidjan, novembre 1992, 15 p. + annexes
- IBO (G. J.), 1995. « Genèse de l'économie de plantation ivoirienne : le cas de Yao Appéla », *Cahiers d'Etudes africaines*, 138-139, XXXV (2-3) : 541-562.
- KOFFI (N.), VIMARD (P.) et GUILLAUME (A.), 1993. « Demande de planification familiale et pratique contraceptive dans l'Ouest ivoirien », communication à la Conférence de l'UEPA « la reproduction et la santé familiale en Afrique » (Abidjan, 8-13 novembre 1993), UEPA, 1993 : 43-69.
- LÉONARD (É.), 1993. *Différenciation et reproduction des exploitations agricoles dans le Sud-Ouest ivoirien : une typologie des systèmes de production*, Orstom-GIDIS-CI, Abidjan, 1993, 89 p. miméo.

**Tableau annexe.**  
**Effectif des différents échantillons enquêtés**  
**lors du passage des principaux questionnaires**

	1988	1989	1991	1993
<i>Fiche collective :</i>				
ménages	1 618*	1 213	1 472	1 546
résidents	8 142*	5 720	8 543	9 215
non-résidents	6 532			
<i>Questionnaire auprès des chefs de ménage :</i>				
famille, mobilité, activité	1 366		592	
migration et activité agricole			912	1 209
comportement de fécondité				357
exploitation agricole				
<i>Questionnaire auprès des femmes en âge fécond :</i>				
histoire des maternités et				
comportement de fécondité	1 081	1 040	1 461	1 705
santé maternelle		176		
<i>Questionnaire à propos des enfants :</i>				
devenir	3 597		4 867	5 683
santé	1 300	317	1 725	
enfants confiés		115		
enfants accueillis		88		

(\*) Ces effectifs concernent l'ensemble de la population enregistré dans le fichier informatique, qu'elle ait été enquêtée lors de l'enquête ENSEA-ORSTOM ou lors du recensement général de la population et de l'habitat de 1988. Cette population est celle qui a fait l'objet du suivi en 1991 et en 1993.